

Sarkozy à la recherche d'un nouveau départ au Gabon et au Rwanda

@rib News, 23/02/2010 - Source Associated PressPrÃ©s d'un an aprÃ©s sa derniÃ¨re visite en Afrique, Nicolas Sarkozy retourne mercredi et jeudi sur le continent noir pour "couronner" par sa prÃ©sence la reprise des relations diplomatiques avec le Rwanda et clore un chapitre douloureux de l'histoire rÃ©cente entre les deux pays. Il apporte par ailleurs un message de soutien et d'amitiÃ© au pilier africain que restent le Gabon et son nouveau prÃ©sident, Ali Bongo. Comme Ã son habitude, Nicolas Sarkozy ne s'attardera pas, la partie rwandaise de la visite se rÃ©sumant Ã quelques heures jeudi, le temps d'un dÃ©jeuner avec le prÃ©sident Paul Kagame et d'une courte cÃ©rÃ©monie au mÃ©morial du gÃ©nocide de 1994, ou gisent les corps de plus de 250.000 victimes. Mais il n'y prononcera pas de discours et ne prÃ©sentera pas les excuses officielles de la France attendues par une partie de la population.

"On n'a pas eu l'impression que le prÃ©sident Kagame attendait des excuses", a-t-on assurÃ© Ã l'ElysÃ©e, en affirmant qu'il n'Ã©tait pas question pour autant "d'enterrer le passÃ©". "Des choses fortes ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© dites", estime-t-on encore dans l'entourage de M. Sarkozy, rappelant que les relations diplomatiques entre Paris et Kigali avaient Ã©tÃ© rompues en 2006 puis reprises fin 2009 "Ã l'initiative" des Rwandais, qui devaient donc y "voir un intÃ©rÃ©t". Les relations franco-rwandaïses avaient Ã©tÃ© mises Ã mal par la dÃ©livrance en 2006 de mandats d'arrÃªt internationaux visant neuf proches de Paul Kagame dans la procÃ©dure antiterroriste menÃ©e par le juge Jean-Louis BruguiÃ¨re sur l'attentat ayant visÃ© l'avion du prÃ©cÃ©dent prÃ©sident JuvÃ©nal Habyarimana, le 6 avril 1994, considÃ©rÃ© comme le point de dÃ©part du gÃ©nocide. SoupÃ§onnant le magistrat d'Ãªtre aux ordres des autoritÃ©s franÃ§aises, Kigali avait immÃ©diatement rompu les liens avec Paris. Il aura fallu plusieurs rencontres au sommet, y compris entre MM. Sarkozy et Kagame en marge de rÃ©unions internationales, pour renouer le fil. Mais pour de nombreux Rwandais, la France, dont l'armÃ©e Ã©tait prÃ©sente lors du gÃ©nocide, a au mieux fermÃ© les yeux ou, pire, s'est rendue complice des exactions. En janvier, une commission d'enquÃªte rwandaise a conclu que des soldats hutus de l'armÃ©e rwandaise, Ã©quipÃ©e par la France, avaient abattu l'avion du prÃ©sident Habyarimana, dÃ©clenchant le gÃ©nocide. L'exercice s'annonce donc dÃ©licat pour Nicolas Sarkozy, qui proposera la crÃ©ation d'une commission d'historiens franco-rwandaise pour faire toute la lumiÃ¨re sur le passÃ©, et la tenue d'une confÃ©rence pour relancer la coopÃ©ration Ã©conomique dans la rÃ©gion des Grands lacs. Cette confÃ©rence pourrait se dÃ©rouler en deux temps, en mai au niveau des chefs d'Etats en marge du sommet Afrique-France, puis Ã un niveau ministÃ©riel au mois de juin en prÃ©sence de l'ensemble des bÃ©nÃ©ficiaires de fonds, selon l'ElysÃ©e. Il s'agit d'"aider ces pays Ã surmonter les graves crises qui les ont opposÃ©s" par le financement de "projets de coopÃ©ration rÃ©gionale". Nicolas Sarkozy avait suscitÃ© l'inquiÃ©tude en Ã©voquant en janvier 2009 l'idÃ©e d'un "partage" de l'"espace" et des "richesses" de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), riche en minerais. Au Gabon, Nicolas Sarkozy, qui s'Ã©tait enorgueilli de vouloir enterrer la FrancAfrique, doit s'incliner dÃ©s son arrivÃ©e sur la tombe d'Omar Bongo, le pÃ¨re de l'actuel prÃ©sident, qui a dirigÃ© le pays alliÃ© historique de la France d'une main de fer durant 40 ans. Pour l'ElysÃ©e, cette visite doit marquer "un nouveau dÃ©part de cette relation dans un cadre plus partenarial", Ã l'exemple de ce que la France "souhaite Ã©tablir avec l'ensemble de l'Afrique". "Les circonstances s'y prÃ©sentent", affirme un conseiller de Nicolas Sarkozy vantant les mÃ©rites d'Ali Bongo, "un prÃ©sident jeune, moderne, dynamique et animÃ© d'une vÃ©ritable volontÃ© de l'effort". Le chef de l'Etat serait cependant "disposÃ©" Ã rencontrer l'opposition, qui a contestÃ© la rÃ©gularitÃ© de l'Ã©lection du fils d'Omar Bongo l'an dernier.